

REUNION DE COLLEGE PUBLIC

Discussion sur le constat :

Comme, d'après le constat, les jeunes diplômés rencontrent moins de chômage, il faut donc mener plus de jeunes aux diplômes : il faut être exigeant envers les jeunes, leur donner le goût d'apprendre. Comment avoir des profs motivés qui donnent envie d'apprendre aux élèves ? Les programmes lourds ne facilitent pas cette motivation. Faut-il à tout prix boucler les programmes ? Beaucoup d'enfants décrochent en cours de route à cause du rythme. Dans l'idéal, il ne faudrait pas rechercher la performance, la réussite, mais il faudrait séduire et intéresser les enfants aux apprentissages en évaluant leur progression personnelle (enseignement différencié). Les parents, même s'ils n'ont pas la connaissance de l'enseignement peuvent participer à la progression de l'élève par l'intérêt qu'ils portent aux apprentissages.

Décalage entre la vie et les apprentissages : méconnaissance du milieu du travail, enseignement pas assez diversifié entre les matières dites intellectuelles, manuelles et technologiques. On reste d'accord pour dire qu'il faut sanctionner les connaissances par un diplôme ; il est vrai aussi qu'il est utile d'amener le maximum d'élèves au niveau bac pour leur permettre d'acquérir une méthode et un niveau de connaissances générales (état d'esprit) qui leur permettra de se recycler aisément tout au long de leur carrière. Les filières technologiques et artisanales doivent être revalorisées ; cela passe évidemment par la revalorisation des salaires dans ces domaines.

Problème de l'orientation : les débatteurs sont choqués de voir dans le constat que l'origine sociale est en lien direct avec les résultats et le niveau des diplômes obtenus ; une réalité qui n'a pas été diagnostiquée dans ce constat est que les difficultés financières des parents influencent directement le choix et le niveau des études.

Les personnels : recrutement : les enseignants sont de mieux en mieux formés, mais l'Education Nationale recrute des personnels non qualifiés. Formation : apparemment, la formation des professeurs d'EPS est plus « réaliste » que celle de leurs collègues (davantage de stages en situation, et très tôt dans leur formation).

02 Quelles doivent être les missions de l'école, à l'heure de l'Europe et pour les décennies à venir ?

Education/instruction= vieux débat. La question à traiter met en opposition instruire et éduquer alors qu'elles sont complémentaires et non exclusives l'une de l'autre. Ces missions sont bien définies dans la loi de 89 ; pourquoi la remettre en question alors qu'elle met l'enfant au centre du système éducatif. Le ministre veut centrer sur la transmission des savoirs mais au quotidien les élèves seront toujours là, hétérogènes, avec des adaptations nécessaires. On ne peut pas instruire sans éduquer. Au collège l'essentiel du temps des élèves est dans l'instruction : les profs apportent les connaissances mais on ne peut pas modéliser les élèves ni l'éducation.

Actuellement, les efforts déployés dans les années 70 (accession à des niveaux d'études importants des couches moyennes de la population) disparaissent au profit d'une école élitiste. Il faut réaménager les moyens : développer des systèmes de soutien scolaire pour les élèves en difficulté, réduire les inégalités sociales en faisant un dépistage précoce dès la maternelle (en 6^e c'est déjà trop tard). La période 6^e-5^e est difficile pour l'enfant qui s'évalue par rapport aux autres (problème de maturité). Il faut trouver dans le cycle 6^e-5^e un moyen pour que les enfants se heurtent moins brutalement à la réalité du rythme notamment, qui est déjà celui du lycée.

Autre rôle de l'école : constat : les médias accaparent les jeunes et les formatent en consommateurs. Responsabilité des parents : une bonne éducation familiale à la base doit aider l'enfant à se construire.

Ce sont souvent les enfants des familles modestes qui sont le plus influencés : « je suis ce que je parais être » ; il y a aussi un déplacement des valeurs. Quelle est la place de l'individu dans le groupe ? Il faut aider l'enfant à se recentrer mais il a aussi besoin de se retrouver avec « son » groupe. Les jeunes sont organisés : les parents sont désorganisés (seuls). L'école peut, peut-être, rappeler l'essentiel ; travailler avec les parents pour trouver des solutions ; les parents doivent parler davantage des problèmes qu'ils rencontrent avec leurs enfants (mais peu de parents le font).

Autre constat : on demande à l'école de résoudre des problèmes qui sont des problèmes de société ; il faudrait que notre société soit en accord avec elle-même, qu'il y ait le même discours à l'intérieur de l'école et à l'extérieur ; la société est pleine de contradictions, le but des parents et de l'école est de faire du mieux possible. Le problème de chômage n'arrange pas les situations en ne permettant pas aux enfants de se projeter dans l'avenir.

Enfin, le travail d'apprentissage du civisme est fait à l'école, c'est l'exemple que prennent les enfants à l'extérieur qui est néfaste. L'école actuelle va dans le même sens que l'éducation familiale ; on a les mêmes valeurs qu'à la maison ; pour réduire les inégalités il faut une véritable mixité sociale : des efforts sont faits mais le système offre toutes les possibilités de détourner la règle.

17 COMMENT AMELIORER LA QUALITE DE LA VIE DES ELEVES A L'ECOLE ?

Les débatteurs mettent l'accent sur le problème des rythmes scolaires : cela fait des années qu'on en parle, on n'a pas vu de grande réforme par rapport à ce sujet, qui paraît essentiel aux personnes présentes. On note que des efforts ont été faits sur le rythme temps d'école / temps de vacances (7 semaines / 2 semaines). Il faudrait réduire le temps de travail quotidien, et mieux répartir les heures de cours sur la semaine (6 jours sur 7) ; et allonger les années d'études en faisant une refonte totale des programmes et une réorganisation des emplois du temps. Cela permettrait aussi de mieux « coller » à la maturité des élèves, pour un choix d'orientation plus réfléchi.

L'école doit être un lieu d'éducation et de socialisation : utopiquement, elle doit pouvoir proposer d'autres activités, culturelles et sportives ; ce lieu d'éducation serait un lieu où l'enfant pourrait se réaliser autrement ; l'enfant qui serait en échec sur certains points serait valorisé par d'autres activités.

L'école doit être un lieu ouvert : on peut imaginer qu'elle offre des activités en dehors des heures de cours, avec des intervenants extérieurs, mais se pose alors le problème des responsabilités ; les enseignants seraient-ils prêts à accueillir ces intervenants ? On pourrait favoriser le contact inter-génération (les retraités, par exemple, pourraient transmettre leur savoir, parler de leur expérience professionnelle, faire de l'aide aux devoirs, etc.) Les établissements pourraient aussi rester ouverts toute l'année, ce qui permettrait aux élèves d'y trouver en permanence des activités autres que scolaires pour développer le maximum de centres d'intérêts. Il faut repenser le système et lui donner les moyens d'évoluer.

Quelle société veut-on ? C'est la question essentielle que les hommes politiques doivent se poser ; améliorer la qualité de vie des élèves à l'école, c'est d'abord améliorer le fonctionnement de notre société. Nous avons vu le lien étroit entre inégalité sociale et inégalité scolaire. L'école ne peut compenser les manques seule ; il faut une politique de la ville, une politique globale qui permette aux jeunes de se projeter dans l'avenir.

Engagement des élèves : les garçons semblent moins impliqués que les filles, mais cela ne remet pas en cause la mixité, sauf sur certaines activités (éducation sexuelle par exemple). Les élèves sont jeunes au collège ; ils ont besoin d'adultes pour mener leurs projets ; faut-il les pousser dans l'engagement associatif ? Leur maturité ne leur permet de le faire que ponctuellement. De toutes façons, il faut les encourager et les encadrer.

Orientation : il existe un paradoxe entre ceux qui travaillent « bien » et ceux qui travaillent « mal » ; ces derniers doivent s'orienter plus tôt, alors qu'ils n'ont ni la maturité nécessaire, ni les connaissances

suffisantes pour faire des choix. Il y a quelques années, il existait un dispositif d'éducation à l'orientation et les enseignants avaient du temps pour donner des informations sur les métiers. Ce n'est plus le cas maintenant. Les conseillers d'orientation – psychologues ont un rôle fondamental : ils ont une finesse d'analyse due à leur formation et une connaissance des métiers actualisée en permanence ; ils devraient avoir une place privilégiée au sein du collège ; et pourquoi pas un conseiller d'orientation-psy dans chaque collège ?

Donner des chances supplémentaires : en rétablissant les classes passerelles, qui permettent aux élèves de « rebondir » s'ils ont besoin de se remettre à niveau ou de se réorienter.

21 FAUT-IL REDEFINIR LES METIERS DE L'ECOLE ?

Premier constat des débatteurs : la question est orientée... notamment en matière de décentralisation. On nous demande d'acquiescer à ce qui a été déjà décidé. Cette décentralisation est-elle bien pensée ? A supposer qu'elle permette à chaque secteur, département, d'être plus autonome et acteur de décisions, elle comporte aussi un grand risque de dérives... L'Education Nationale doit rester ce qu'elle est : Nationale !

Les enseignants restent des fonctionnaires d'Etat (statut) : selon le corps enseignant, 90% des fonctionnaires actuels sont en opposition avec l'Etat car ils constatent un empilement de mesures successives sans qu'un véritable travail de fonds ne soit fait. Des propositions sont faites, et des mesures sont prises, mais elles partent « dans tous les sens » et se contredisent souvent. Au quotidien, le corps enseignant doit « faire avec » et s'adapter à ces contradictions ; d'où l'impression de « bateau ivre » que ressentent certains. Ces mesures sont décidées au niveau national, par des gens très souvent déconnectés de la réalité du terrain ; on laisse ensuite le corps enseignant et les administrateurs faire face aux incohérences... Il faut avant tout fonctionner. A quand la prise en compte des avis et de l'expérience de ceux qui sont sur le terrain au quotidien, proches des élèves et de leur milieu social ? Ce débat serait-il enfin le premier pas vers la concertation pour une réforme avisée et réaliste ? Les débatteurs voudraient pouvoir l'espérer...

Problème soulevé : dans la fonction publique, personne n'a de comptes à rendre à personne. Que l'on fasse son travail ou pas, la rémunération est la même. Il ne faut pas oublier que l'enseignant travaille avec un élément humain...

Différences dans les métiers de l'enseignement : ces métiers ont subi de façon générale une forte évolution depuis quelques années.

Formation des enseignants : elle devrait être adaptée en fonction de l'âge des élèves auxquels ils s'adressent, au sein même du collège (différence de maturité entre les élèves de sixième et ceux de troisième par exemple). Les enseignants constatent eux-mêmes que leur formation ne les prépare pas suffisamment au contact avec les élèves et à la réalité de leur tâche. Peu ou quasiment pas d'encadrement en début de carrière, pour les jeunes enseignants. Les enseignants d'EPS semblent être mieux formés et suivis.

« Le malaise des enseignants » : d'où vient-il ? : ce malaise est dans l'école ET la société. Le malaise des enseignants et de l'Ecole est la conséquence du malaise de la société ; il se répercute sur les établissements à des degrés différents selon leur implantation : banlieues, zones urbaines, rurales, etc. C'est parce que cela va mal d'abord à l'extérieur de l'Ecole, qu'on retrouve le malaise à l'intérieur. Est-ce le rôle de l'Ecole de traiter ce malaise ? Ne faut-il pas d'abord traiter la crise de la société et les problèmes sociaux qu'elle engendre, plutôt que d'en rendre l'école responsable ? Question de choix politique ! Que veut-on comme société aujourd'hui, et demain pour nos enfants ?

Il doit y avoir une véritable communauté éducative : le collège n'est pas fait que d'enseignants ; il y a aussi les métiers non-enseignants, mais le nombre de personnes employées dans ces métiers est insuffisant, voire diminue (par exemple, le corps de santé scolaire, qui devient peau de chagrin). Or,

pour les élèves, l'ensemble du personnel d'un établissement, enseignants, administrateurs et non-enseignants, est un véritable repère. Ce dispositif est à conserver et à développer ; il faut lui donner les moyens nécessaires à un fonctionnement efficace, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Pourtant, les textes existent en la matière. Ce sont toujours les moyens qui manquent. C'est aussi une question de gestion... Ces moyens sont-ils vraiment bien gérés ? Peut-être faudrait-il repenser la gestion du budget de l'Education Nationale et mieux les répartir ?

A noter dans les « nouveaux » métiers de l'école : la création des postes d'aides-éducateurs puis auxiliaires d'éducation a comblé de véritables besoins. Ces personnes, jeunes adultes, sont des relais efficaces entre les élèves et leur environnement scolaire. Dans ces heures de vie scolaire, les élèves trouvent d'autres interlocuteurs que leurs professeurs ; ces métiers complémentaires sont, à l'évidence, à maintenir et à développer.

Dans l'optique du développement des relations entre Ecole et environnement extérieur, on pourrait aussi créer de nouveaux métiers : par exemple, des personnes qui seraient formées pour encadrer des rencontres classes/extérieur (entreprises, collectivités, humanitaire, par exemple) ; cela ferait un contact supplémentaire pour les élèves, sans charger une fois de plus le corps enseignant.

Conclusion : une réforme de l'école ne doit pas passer par un amoindrissement des moyens humains. Il ne s'agit pas tant de redéfinir les métiers de l'Ecole, que de rendre à chaque métier sa spécificité, de façon à ce que chacun puisse mener sa mission à bien, sans être « pollué » par une accumulation de tâches parallèles, pour lesquelles il n'a pas forcément de compétence (exemple : on ne peut pas demander à un enseignant de jouer à la fois l'orientateur, l'assistante sociale, ou le médecin scolaire pour détecter une éventuelle dyslexie...). Ces tâches doivent revenir à d'autres personnes, formées pour les assumer (conseillers d'orientation, assistants sociaux, médecins ou infirmiers scolaires, psychologues, ré-éducateurs...)

REMARQUES COMPLEMENTAIRES SUR LE DEBAT

Nous regrettons vivement l'organisation précipitée de ce débat sur l'Ecole : sa mise en place a dû se faire à partir d'une date imposée par l'Inspection d'Académie, en fonction de l'organisation des transports scolaires nécessaire pour libérer les établissements. Partant de là, il n'y avait pas grande marge de manœuvre pour organiser la seconde partie du débat, puisque les deux modules devaient avoir lieu dans la même semaine...

Quid des parents qui travaillent, et n'ont pu se libérer ? Quid de ceux qui ont plusieurs enfants dans divers cycles, et ont dû forcément choisir, faut de don d'ubiquité ?

Quid de la date du 5 décembre, qui interférait directement avec les dates du Téléthon pour lequel de nombreux membres de la communauté éducative (enseignants et parents) s'étaient engagés depuis longtemps. On ne peut pas dire qu'il s'agissait d'un imprévu, puisque les dates du Téléthon sont toujours sur le premier week-end de décembre... L'Inspection d'Académie aurait pu y penser... question de civisme pur et simple, dont le Président de la République rappelle régulièrement la nécessité.

Enfin, les personnes qui se sont investies dans ce débat (animateurs et débatteurs dans leur ensemble) auraient souhaité avoir davantage de temps pour le préparer, pour se documenter, afin de peaufiner les analyses qui ont pu être faites, de façon à proposer davantage de solutions concrètes. Malgré tout, elles ont fait ce débat, avec l'espoir qu'il ne reste pas lettre morte, et la volonté de veiller à ce que la voix de la « base » soit enfin entendue et prise en compte.

Reste que, de l'avis de tous, toute réforme nécessitera des moyens financiers et humains. On ne veut pas d'un nouvel empilement de mesures, mais on souhaite une réelle refonte, adaptée aux réalités de la vie actuelle. Le Gouvernement et les politiques, à tous les niveaux, sont-ils prêts à se donner les moyens, à définir les vraies priorités, pour une réforme cohérente ?

Par ailleurs, une motion émanant d'une partie du personnel de l'établissement a été remise :

« Une partie du personnel du collège a décidé de décliner l'invitation ministérielle, bien tardive après le mouvement du printemps dernier. Nous ne refusons pas le dialogue avec les parents et d'autres acteurs de ce débat. Nous estimons qu'il ne s'agit pas d'un dialogue démocratique ! Cela pour deux raisons :

- le projet de loi est d'ores et déjà prévu dans ses grandes lignes : retour de la bivalence, annualisation des services, diminution de la formation continue, réorganisation des remplacements, mise en option des enseignements artistiques...
- ce questionnaire est un modèle de malhonnêteté intellectuelle : caractère fermé et manipulateur des questions, volonté de suggérer des réponses permettant de cautionner par avance les orientations du gouvernement.

A la lecture des questions soumises à notre réflexion, il nous apparaît que deux grandes questions transversales s'en dégagent :

- comment faire des économies sur le budget de l'Ecole ? (question 20)
- comment remettre en cause le caractère national de l'Ecole (questions 5,18,19)

Il nous semble nécessaire de rappeler que l'Ecole n'a pas pour mission de s'adapter à l'évolution libérale de la société actuelle, ni d'entrer dans une logique de « marchandisation » des ressources humaines ».

TROIS PRIORITES POUR L'ECOLE

- 1) Il est indispensable de faire un dépistage précoce des difficultés (dès la maternelle) et d'avoir une prise en charge concrète et adéquate à proximité.
- 2) Il faut rechercher davantage d'interaction avec la société civile pour permettre à l'élève de s'épanouir et de se valoriser.
- 3) Il faut donner davantage de moyens à l'orientation, avec un accompagnement progressif, et mettre en place un système de passerelles pour permettre une réorientation éventuelle tout au long de la scolarité.